



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 14 au 22 mars 2025

### US EXIM Bank approuve un prêt de 4,7 Mds USD pour le projet Mozambique LNG de TotalEnergies

Le conseil d'administration de l'US EXIM Bank a voté, le 19 mars dernier, à l'unanimité, pour autoriser un prêt pouvant atteindre 4,7 Mds USD pour soutenir les exportations de biens et services étasuniens destinées au développement et à la construction du projet Mozambique LNG opéré par TotalEnergies (TE) : ingénierie ; approvisionnement et construction de l'usine de GNL terrestre ; et installations connexes.

L'US EXIM Bank avait précédemment convenu d'un prêt de 4,7 Mds USD pour le projet initial de 20 Mds USD sous la première administration du président Donald Trump. Ce prêt a dû être réexaminé et approuvé une seconde fois, suite à la suspension de la construction du projet consécutive à la déclaration de force majeure déposée en avril 2021 par TE – avant que les premiers décaissements n'interviennent -, en raison des troubles violents dont la province du Cabo Delgado est victime.

Représentant une avancée majeure pour ce projet stratégique pour le Mozambique, cette approbation a été accueillie avec soulagement tant par les autorités mozambicaines que par les milieux d'affaires à Maputo. L'attention se tourne désormais vers les deux autres agences de crédit à l'exportation qui s'étaient également engagées lors de la phase initiale du projet (300 MUSD de prêt et 700 MUSD de garanties pour l'UK Export Finance ; et 1 Md USD de garanties pour Atradius DSB) et dont le renouvellement de l'engagement est nécessaire.

# Sommaire :

## Afrique Australe

- La date de finalisation de la deuxième phase du Lesotho Water Highlands Project à nouveau retardée ([The Citizen](#))

## Afrique du Sud

- Les productions manufacturière et minière reculent au mois de janvier ([StatsSA](#))
- L'inflation reste stable au mois de février ([StatsSA](#))
- L'activité a crû de 0,6 % en 2024 ([StatsSA](#))
- Réformes essentielles pour la croissance durable de l'Afrique du Sud, selon le FMI
- La municipalité d'Ethekwini (Durban) compte investir 500 M EUR pour restaurer ses infrastructures d'eau, d'électricité et de gestion des déchets ([MoneyWeb](#))

## Angola

- Endiama échange avec la société Taaden les actions d'Alrosa dans Catoca et cède 49 % de la mine de Luele
- La BNA maintient son taux directeur à 19,5 % lors de son Comité de Politique Monétaire

## Botswana

- S&P maintient sa notation souveraine BBB+/A-2, mais passe sa perspective à négative
- L'inflation augmente à 2,7 % en février ([StatsBots](#))

## Zambie

- La Banque Mondiale accorde une subvention de 120 millions de dollars à la Zambie pour sa transformation numérique ([AfricaNews](#))

# Afrique Australe

## La date de finalisation de la deuxième phase du Lesotho Water Highlands Project à nouveau retardée (*The Citizen*)

La finalisation de la deuxième phase du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) a été une nouvelle fois repoussée, avec une date d'achèvement désormais prévue pour 2029. Initialement lancée en mars 2014, cette deuxième phase était censée être opérationnelle en 2026, avant d'être reportée à 2027. Avec ce nouveau retard, le projet accuse désormais trois années de décalage.

Le comité parlementaire sud-africain sur l'eau et l'assainissement a également exprimé ses préoccupations quant au manque de transparence financière du projet, essentiel pour l'approvisionnement en eau de l'Afrique du Sud. La gouvernance du projet, supervisée par la Lesotho Highlands Development Authority (LHDA), entité elle-même placée sous la supervision de la Lesotho Highlands Water Commission (LHWC), dont la gouvernance est assurée conjointement par les gouvernements du Lesotho et l'Afrique du Sud, fait l'objet de tensions entre les deux pays, notamment sur la priorité à investir soit dans la production d'électricité ou dans le transport d'eau potable.

Pour rappel, le LHWP II est un projet binational de 2,7 Mds EUR entre l'Afrique du Sud et le Lesotho. Il vise d'abord à fournir de l'eau au Gauteng, cœur économique du pays, à hauteur d'environ 470 millions de m<sup>3</sup>/an en plus des 780 millions de m<sup>3</sup>/an de la phase 1 du LHWP qui s'est achevée en 2003, et ce grâce à la construction de cinq barrages et 200 km de tunnels.

Le projet a aussi un volet énergie : il doit permettre de renforcer la sécurité énergétique du Lesotho en réduisant sa dépendance aux importations d'électricité, tout en répondant à la demande croissante en énergie du pays. En 2020, le Lesotho ne produisait que 102 MW d'électricité

(hydroélectricité et solaire) et devait importer le reste de sa demande (63 MW) d'Afrique du Sud.

# Afrique du Sud

## Les productions manufacturière et minière reculent au mois de janvier (*StatsSA*)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a reculé de 3,3 % en glissement annuel en janvier, après une baisse de 1,2 % en décembre, marquant ainsi le neuvième mois consécutif de repli. Ce recul résulte principalement d'une baisse de la production de « produits pétroliers, chimiques, en caoutchouc et en plastique » (-9,1 %, soit une contribution négative de 2,1 points à la croissance totale de la production), de « produits alimentaires et boissons » (-3,2 %, soit -0,8 point) et de « véhicules à moteur, pièces et accessoires, et autres équipements de transport » (-10,1 %, soit -0,8 point). À l'inverse, la plus forte contribution positive provient de la division des « produits du bois, papier, édition et imprimerie » (+5,6 %, soit +0,6 point). La faiblesse persistante du secteur manufacturier souligne ses difficultés face à des coûts de production élevés, une demande atone et des défis opérationnels.

En parallèle, la production minière a diminué de 2,7 % en glissement annuel en janvier, après une baisse de 2,4 % en décembre. La production de minerai de fer (-15,1 %, soit une contribution de -2,7 points), les métaux du groupe du platine (-3,8 %, soit -1,1 point) et le charbon (-4,4 %, soit -1,0 point) ont été les principaux contributeurs à cette diminution. Ces secteurs ont été particulièrement affectés par la baisse de la demande mondiale et des problèmes opérationnels. À l'inverse, les minerais de manganèse (+21,2 %, soit une contribution positive de 1,2 point) ont représenté le principal soutien à l'activité.

## **L'inflation reste stable au mois de février (StatsSA)**

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 3,2 % sur un an en février, restant stable par rapport au mois précédent. Ces résultats sont légèrement inférieurs aux attentes des économistes, fixées à 3,4 %. L'indicateur se maintient ainsi près de la borne basse de la fourchette cible de la Banque centrale (de 3 % à 6 %). Les principaux postes contribuant à la hausse des prix demeurent le logement, l'eau et l'électricité (+5,8 %, soit une contribution de 1,4 point à l'inflation totale), les transports (+6,3 %, soit +0,9 point) et les produits alimentaires et boissons (+4,7 %, soit +0,9 point). **Dans ce contexte, le comité de politique monétaire de la Banque centrale sud-africaine (SARB), réuni le 20 mars, a décidé de maintenir son taux directeur à 7,5 %.** Selon le gouverneur de la SARB, Lesetja Kganyago, la décision de maintenir ce taux directeur est liée à un environnement économique mondial devenu imprévisible.

## **L'activité a crû de 0,6 % en 2024 (StatsSA)**

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), l'économie sud-africaine aurait enregistré une croissance de 0,6 % en 2024, après une +0,7 % en 2023. La croissance a été soutenue par les secteurs de la « finance, de l'immobilier et des services aux entreprises » (+3,5 %, contribuant à hauteur de 0,8 point), ainsi que par les « services aux particuliers » (+1,7 %, soit +0,3 point) et « l'électricité, le gaz et l'eau » (+3,5 %, soit +0,1 point). En revanche, plusieurs secteurs ont enregistré un repli, notamment l'agriculture (-8,0 %, soit une contribution négative de -0,2 point), la construction (-5,1 %, soit -0,1 point), le commerce (-1,4 %, soit -0,2 point) et les transports (-1,3 %, soit -0,1 point). Du point de vue de la demande, la consommation des ménages a progressé de 1,0 %, contribuant positivement à la croissance à hauteur de +0,7 point. En revanche, la formation brute de capital fixe a reculé de 3,7 %, pesant négativement sur la croissance du PIB à hauteur de 0,5 point de pourcentage.

## **Réformes essentielles pour la croissance durable de l'Afrique du Sud, selon le FMI**

Selon le dernier rapport du Fonds Monétaire International (FMI), l'Afrique du Sud possède un fort potentiel de croissance, mais fait face à des défis importants tels que la baisse du revenu par habitant, le chômage élevé, la pauvreté et les inégalités. Pour y remédier, le FMI conseille d'améliorer l'environnement des affaires, de renforcer la gouvernance et de mettre en œuvre des réformes du marché du travail. Il recommande également d'achever les réformes des secteurs de l'énergie et de la logistique, d'augmenter la participation du secteur privé et de favoriser l'intégration commerciale. Selon le FMI, ces mesures pourraient augmenter la production de 9 % et réduire considérablement le chômage, la pauvreté et les inégalités, avec une baisse possible du coefficient de Gini de 10 points. Le FMI considère que c'est un moment crucial pour le gouvernement sud-africain afin de mettre en place des réformes pour une croissance durable et une prospérité partagée.

## **La municipalité d'ethekweni (Durban) compte investir 500 M EUR pour restaurer ses infrastructures d'eau, d'électricité et de gestion des déchets (MoneyWeb)**

La municipalité d'ethekweni a annoncé allouer environ 500 M EUR pour la réhabilitation de ses infrastructures d'eau, d'électricité et de gestion des déchets, dans le but d'améliorer ses services publics et de garantir leur pérennité. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'annonce du ministre des Finances, Enoch Godongwana, qui reste sujet à l'acceptation ou non par la coalition gouvernementale de sa proposition de budget 2025 d'ici fin mars, d'accorder une subvention de 170 M EUR pour soutenir les réformes des services commerciaux de la ville sur une période de trois ans. Ce financement, basé sur la performance, vise à moderniser les infrastructures essentielles et à renforcer leur autonomie financière. Cette annonce répond à de forts besoins de la municipalité alors que 54% de l'eau

potable (objectif 30% à l'horizon 2030) serait perdue en raison de fuites et de vols, entraînant un manque à gagner de 58 M EUR par an. Concernant les déchets, sur les 4 500 tonnes de déchets solides générées quotidiennement, plus de 30% des déchets ne sont pas collectés régulièrement, causant des dépôts sauvages. Seulement 10% des déchets sont recyclés, loin de l'objectif national de 40% d'ici 2035.

Environ 40% de l'électricité est perdue en raison de vols et de défauts techniques, entraînant des pertes financières de 120 M EUR par an. Par ailleurs, Durban subit les délestages d'Eskom et cherche à développer ses capacités énergétiques (500 MW d'énergies renouvelables d'ici 2030 pour 135 M EUR).

Les réformes commenceront par les services d'eau et d'électricité dès l'exercice 2025/26 dont le début est prévu pour mai 2025. Pour assurer cette transition, eThekwinini a élaboré une stratégie de redressement de l'eau et de l'assainissement, un plan d'investissement et d'affaires, ainsi qu'une feuille de route pour la réforme institutionnelle et la gouvernance. Ces plans reposent sur six axes stratégiques, incluant la protection financière de l'unité Eau et Assainissement, l'amélioration de la gouvernance et la mise en place d'un contrat de gestion axé sur la performance.

Grâce à ce financement supplémentaire, des efforts prioritaires devraient être faits concernant la réduction des pertes d'eau, l'assainissement, l'amélioration des systèmes de service client, le renforcement des dispositifs de comptage et la résolution des problèmes d'approvisionnement intermittent. Des partenariats avec des acteurs privés sont envisagés afin que ces derniers puissent apporter leur expertise dans la gestion de ces services municipaux.

## **Endiama échange avec la société Taaden les actions d'Alrosa dans Catoca et cède 49 % de la mine de Luele**

La sortie de la compagnie diamantaire russe Alrosa des mines de Catoca et de Luele a été officialisée le 17 mars 2025 par la signature de trois contrats entre Endiama, la compagnie nationale du diamant, et la société Taaden, appartenant au fonds souverain d'Oman. Ces trois accords autorisent le transfert de la participation de la multinationale russe Alrosa dans la Sociedade Mineira de Catoca à Taaden et sa détention désormais de 41 % de Catoca et 49 % de la mine de diamants de Luele. Avec l'entrée du nouveau partenaire dans les sociétés minières, Endiama détient désormais 59 % de Catoca et 51 % de Luele.

Lors de la cérémonie de signature, le PDG d'Endiama, a fait savoir que le processus a pris environ 15 mois pour trouver la meilleure solution pour rendre viables les sociétés minières de Catoca et Luele, qui représentent plus de 80 % de la production de diamants en Angola. Pour rappel, le gouvernement angolais a été contraint de retirer la société russe de Catoca et de Luele en raison des sanctions sur les marchés internationaux imposées à la Russie du fait de la guerre en Ukraine.

## **La BNA maintient son taux directeur à 19,5 % lors de son Comité de Politique Monétaire**

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Nationale d'Angola a décidé, lors de sa réunion tenue les 17 et 18 mars, de maintenir son principal taux directeur à 19,5% et de réduire le taux d'intérêt de la facilité permanente d'absorption des liquidités à 17,5 %. Cette réduction vise à signaler la nécessité d'un plus grand dynamisme sur le marché monétaire interbancaire.

Le taux d'inflation mensuel en février 2025 a ralenti à 1,59% contre 1,67% le mois précédent, la catégorie des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ayant contribué à hauteur de

1,06 point de pourcentage, représentant 66,69% de l'inflation totale.

L'inflation en glissement annuel pour les 12 derniers mois a poursuivi sa tendance à la baisse pour le septième mois consécutif, s'établissant à 25,26 % contre 26,48 % le mois dernier. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains mois, étant donné que les conditions monétaires s'adaptent au rythme de croissance de l'activité économique et à la plus grande disponibilité des biens de consommation.

Dans le domaine monétaire, l'agrégat monétaire M1, en monnaie nationale, s'est contracté de 3,62% en février 2025, après s'être contracté de 0,07% en janvier, portant la variation cumulée à 3,69%. La réduction de l'agrégat M1 au deuxième mois de l'année en cours s'est traduite par la diminution des billets et pièces en circulation ainsi que des réserves obligatoires en monnaie nationale qui se sont contractées respectivement de 0,45% et de 10,96%.

## Botswana

### **S&P maintient sa notation souveraine BBB+/A-2, mais passe sa perspective à négative**

Cette révision de la perspective reflète la détérioration des perspectives économiques du Botswana, dont la dépendance au diamant pose des problèmes accrus dans un contexte de diminution des cours et de baisse de la demande mondiale. La notation reste toutefois soutenue par un cadre institutionnel solide et une gestion prudente des ressources naturelles. Le pays bénéficie également d'un bilan extérieur robuste et d'une dette publique relativement faible (25% du PIB), bien qu'en augmentation.

### **L'inflation augmente à 2,7 % en février**

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsBots), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 2,7 % sur un an en février, en hausse de 0,2 point sur un mois. Les principaux moteurs de l'inflation

sont les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,5%, soit +0,8 point) ainsi que les biens et services divers (+7,7%, soit +0,7 point). L'inflation devrait ainsi revenir progressivement dans la fourchette cible de la Banque centrale (de 3% à 6%), et atteindre 3,5 % en moyenne en 2025. Dans ce contexte, la Banque centrale devrait maintenir son taux directeur à 1,90 % lors de la réunion du 17 avril 2025.

## Zambie

### **La Banque Mondiale accorde une subvention de 120 millions de dollars à la Zambie pour sa transformation numérique (AfricaNews)**

La Banque Mondiale octroyé une subvention de 120 M USD à la Zambie afin de soutenir sa transformation numérique. Cette annonce a été faite par le ministre zambien de la Science et de la Technologie, Felix Mutati, après sa rencontre avec l'ambassadeur zambien aux États-Unis, Chibamba Kanyama, à Washington. L'accord a été conclu lors du Global Digital Summit, qui se déroule du lundi au jeudi de cette semaine.

En août dernier, Wengcai Zhang, Directeur général et Chef de l'administration de la Banque mondiale, a déclaré que ce projet, baptisé *Digital Zambia Acceleration Project* (DZAP), viserait à étendre la couverture du haut débit, améliorer les infrastructures numériques et renforcer l'efficacité des secteurs public et privé grâce aux services numériques. Il devrait soutenir également la formation de compétences numériques adaptées au marché de l'emploi. Une unité de mise en œuvre du projet sera installée au sein du Smart Zambia Institute pour coordonner les initiatives de numérisation du gouvernement.